



Évaluation de la situation humanitaire dans la zone des trois frontières | Burkina Faso, Mali, Niger

Octobre-novembre 2022

CONTEXTE

Depuis le début de la crise sécuritaire au Mali en 2012, la zone frontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger est caractérisée par un climat d'insécurité du fait de la présence de groupes armés, de la montée de la criminalité et des tensions intercommunautaires. L'accès aux populations affectées est limité dans certaines localités en raison de la situation sécuritaire, du mauvais état des infrastructures et des conditions géographiques difficiles. Afin de pallier le manque d'information sur ces localités, REACH, en collaboration avec les clusters et les groupes de travail humanitaires, a mis en place un suivi trimestriel de la situation humanitaire dans les départements situés dans les zones frontalières¹.

Ce suivi a pour objectif de donner un aperçu de la sévérité relative des besoins multisectoriels et de leur évolution dans la zone transfrontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger, pour la période octobre-novembre 2022. Plus précisément, l'étude se focalise sur les régions de l'Est, du Sahel et du Nord au Burkina Faso; les régions de Ménaka, Gao, Mopti et Ségou au Mali; et les régions de Tahoua et Tillabéri au Niger. Depuis 2018, la volatilité du contexte sécuritaire et la récurrence des incidents de sécurité ont fortement fragilisé les populations locales et ont provoqué des mouvements de populations importants dans la région².

MÉTHODOLOGIE

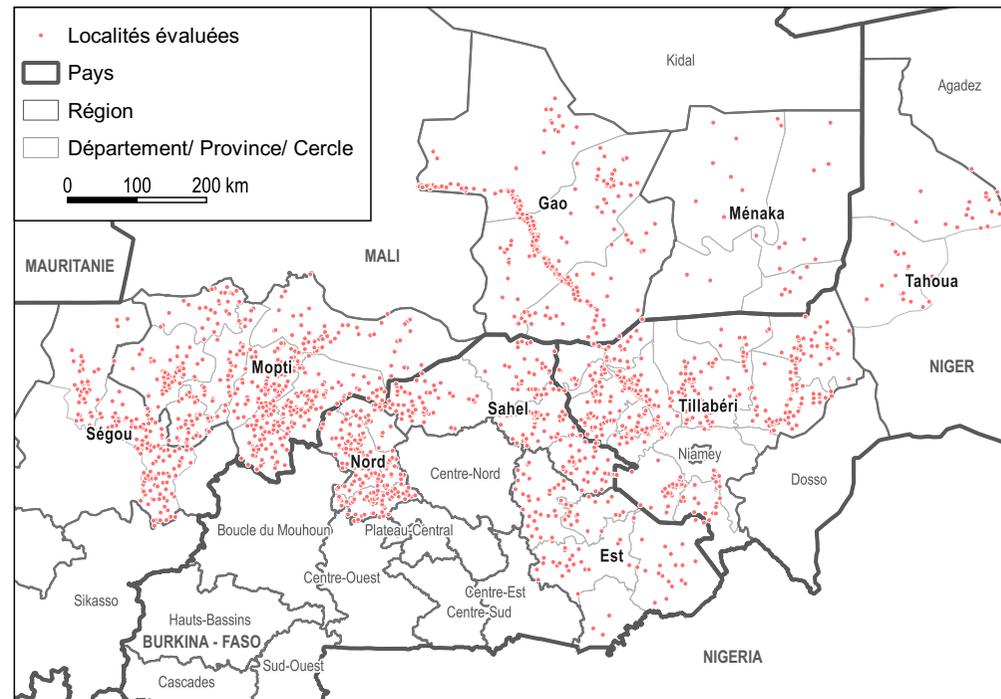
La méthodologie employée pour ce suivi est celle dite de «zone de connaissance». Cette méthodologie a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations actualisées concernant les besoins humanitaires multisectoriels dans les communes d'intérêt (admin 3) situées sur le territoire le long de la bande frontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger y compris dans les zones difficilement accessibles.

Au total, 2 441 localités ont été évaluées via des informateurs-clés (IC)³. Ces IC ont été sélectionnés en fonction de leur connaissance récente (dernier passage dans la localité datant de moins d'un mois) et détaillée des localités. Les informations sont rapportées lorsqu'au moins 5% des localités de l'unité administrative 2 (cercle/province/département) ont été évaluées. Cet aperçu de la situation présente les données recueillies entre octobre et novembre 2022. Les résultats présentés ci-dessous doivent être considérés comme indicatifs.

NOTE À LA LECTURE

L'ensemble des résultats est à lire en **% de localités évaluées, selon les informations rapportées par les IC**. L'ensemble des données portent sur les 30 jours précédant la collecte – sauf indication contraire.

Carte 1. Carte des localités évaluées



85% des IC disent avoir visité eux-mêmes la localité sur laquelle ils rapportent des informations au cours du mois précédant la collecte.

15% des IC disent avoir été en contact avec quelqu'un qui était dans la localité sur laquelle ils rapportent des informations au cours du mois précédant la collecte.

À PROPOS DE REACH

REACH Initiative facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de redressement et de développement. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de UNITAR-UNOSAT. Pour plus d'informations, veuillez consulter notre site internet: www.reach-initiative.org

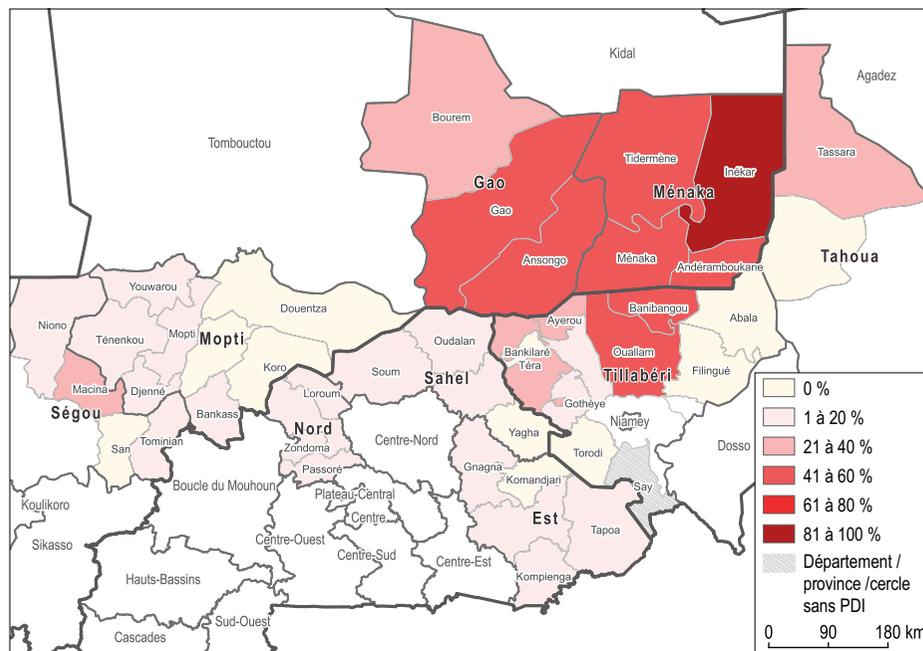
1. REACH, *Termes de référence. Suivi humanitaire multisectoriel (HSM) dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso, octobre 2022*

2. ACLED, *Actor Profile : The Islamic State sahel Province, janvier 2023*.

3. Les entretiens avec les informateurs clés ont été réalisées en présentiel et à distance (par téléphone).



Carte 2. % de localités où les IC ont rapporté l'arrivée de PDI au cours des 30 jours précédant la collecte :



ANALYSE DES TENDANCES

Au cours des 30 jours précédant la collecte, les IC ont rapporté l'arrivée de PDI dans 8% de localités évaluées au Burkina Faso (14% dans les régions de l'Est, 8% dans la région du Nord, et 5% dans la région du Sahel), 11% de localités au Mali (44% à Gao, 56% à Ménaka, 9% à Ségou et 3% à Mopti), et dans 17% de localités évaluées au Niger (9% à Tahoua et 19% à Tillabéri).

En particulier, les cercles, provinces ou départements où plusieurs localités auraient fait face à l'arrivée de PDI au cours du mois précédant la collecte, sont les provinces de Gourma et Tapoa (20%) dans la région de l'Est, au Burkina Faso ; les cercles de Gao (55%), Ansongo (47%) et Bourem (25%) dans la région de Gao, et les cercles de Ménaka, Tindermene, Anderamboukane (50%) et Inékar (100%) dans la région de Ménaka, au Mali ; le département de Tassara (25%) dans la région de Tahoua, et les départements de Banibangou et Ouallam (50%), Ayerou (25%), et Téra (38%) dans la région de Tillabéri, au Niger.

4. Incidents sécuritaires durant lesquels des civils ont été tués ou gravement blessés.

5. Le terme "conditions adéquates" se réfère à la définition indiquée dans les normes SPHERE.

RÉSULTATS CLÉS

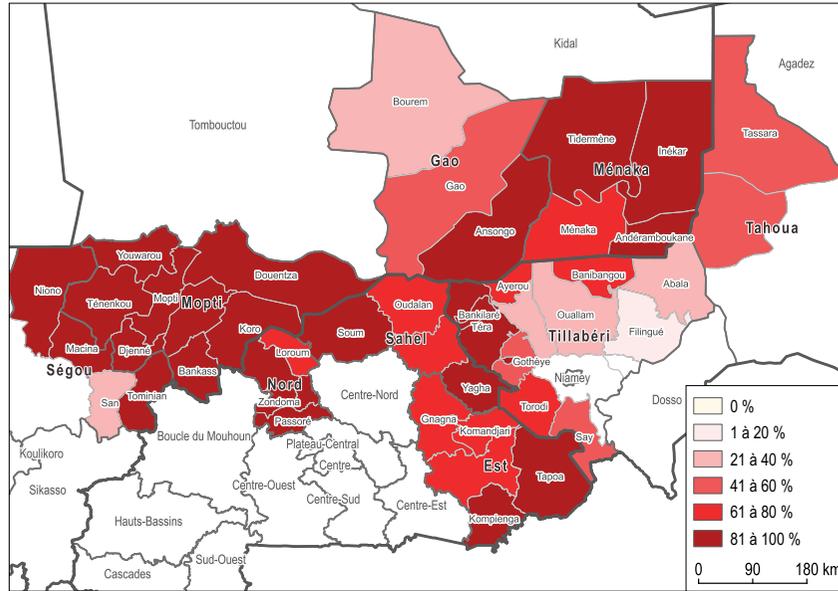
- Un **sentiment d'insécurité** a été rapporté dans une nombre considérable de localités au Burkina Faso (86%), au Mali (80%) et au Niger (47%). Ce sentiment est en hausse par rapport à la dernière collecte. En outre, les IC ont rapporté des **incidents sécuritaires**⁴ dans un nombre élevé de localités, notamment dans les régions de l'Est (25%) et du Sahel (19%) au Burkina Faso, et dans les régions de Gao (26%) et Ménaka (26%) au Mali.
- Également, le nombre de localités dans la zone des trois frontières où les IC ont rapporté la **présence de PDI** a augmenté par rapport aux quatre premiers mois de l'année (83% Burkina Faso, 48% Mali et 14% Niger).
- Selon les informations recueillies auprès des IC, dans plus des deux tiers des localités, **les PDI ne vivent pas dans des conditions adéquates**⁵ (71% Burkina Faso, 81% Mali et 75% Niger).
- L'accès à la nourriture constitue un des problèmes de première importance dans la zone Liptako-Gourma, les IC ayant rapporté que **la majorité de la population n'a pas accès à suffisamment de nourriture**⁶ dans plus des deux tiers des localités au Burkina Faso (83%) et au Niger (71%), et dans plus d'un tiers des localités au Mali (42%). Parallèlement, il convient de noter que parmi les localités évaluées situées sur la bande transfrontalière, plus de la moitié **n'ont pas reçu d'assistance alimentaire**⁷ (65% Burkina Faso, 57% Mali, 70% Niger) au cours des 30 jours précédant la collecte, selon les IC.
- Les résultats de l'étude mettent en évidence le **manque d'un marché fonctionnel à distance de marche** dans un nombre considérable de localités dans les régions de Gao (40%) et Ménaka (67%) au Mali et dans la région de Tahoua (56%) au Niger.
- En ce qui concerne l'utilisation d'installations sanitaires, les IC ont rapporté que dans plus de la moitié des localités évaluées au Burkina Faso (59%) au Niger (78%), et à Ménaka (83%) au Mali, **la majorité de la population pratique la défécation à l'air libre**.
- Enfin, au cours des 30 jours précédant la collecte, **le manque d'accès à des services éducatifs fonctionnels à distance de marche** rapporté par les IC varie significativement d'un pays à l'autre : 79% Burkina Faso, 44% Mali et 25% Niger.

6. Le terme "suffisamment de nourriture" est laissé à l'interprétation de l'IC. Toutefois, l'enquêteur peut se référer à la notion de "repas habituel" (dans sa quantité, qualité de la nourriture) afin d'orienter l'IC.

7. Humanitaire ou gouvernementale.

PROTECTION

Carte 3. % de localités où les IC ont rapporté que la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité :



Bien que la situation sécuritaire reste préoccupante dans l'ensemble de la zone transfrontalière, les situations varient sensiblement d'un pays à l'autre et le Burkina Faso semble faire face à une situation beaucoup plus problématique. D'après les IC, les principaux risques de protection⁸ auxquels la majorité de la population est exposée au cours du mois précédant la collecte seraient la **violence par un groupe armé** (82% Burkina Faso, 56% Mali, 44% Niger), le **vol de bétail** (41% Burkina Faso, 51% Mali, 42% Niger) et l'**enlèvement** (55% Burkina Faso, 25% Mali, 12% Niger).

En outre, les IC ont mis en avant le fait qu'**aucun service de protection ou de recensement d'incidents de protection n'était présent** dans un nombre considérable de localités dans les régions de l'Est (74%), du Nord (47%) et du Sahel (39%) au Burkina Faso ; dans les régions de Gao (75%), Ménaka (91%), Mopti (85%) et Ségou (86%) au Mali ; et dans les régions de Tahoua (51%) et Tillabéri (31%) au Niger.

D'après l'Aperçu humanitaire publié par OCHA en décembre 2022, la zone frontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger a été confrontée à une augmentation du nombre d'incidents sécuritaires au cours du dernier trimestre de l'année. Cette instabilité a eu un impact négatif sur les moyens de subsistance et sur la disponibilité en ressources naturelles pour la population. En outre, plusieurs écoles et centres de santé ont été fermés dans la région sahélienne en raison de l'insécurité croissante⁹.

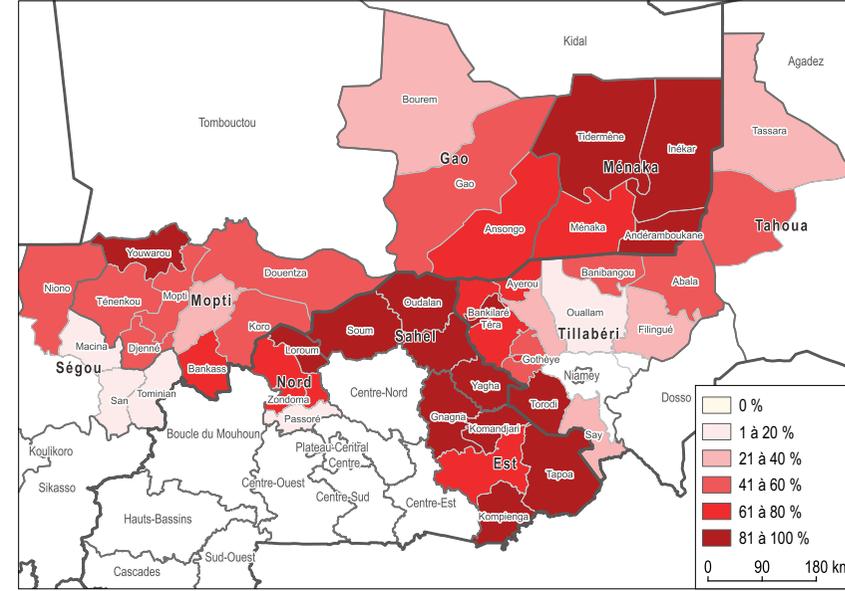
8. Risques liés à la situation sécuritaire.

9. OCHA, Burkina Faso, Mali et Ouest du Niger - Aperçu Humanitaire, décembre 2022.

10. Suite à des attaques par des groupes armés.

ÉDUCATION

Carte 4. % de localités où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à des services éducatifs fonctionnels à distance de marche :



% de localités par principales raisons expliquant le manque d'accès à des infrastructures éducatives, selon les IC :

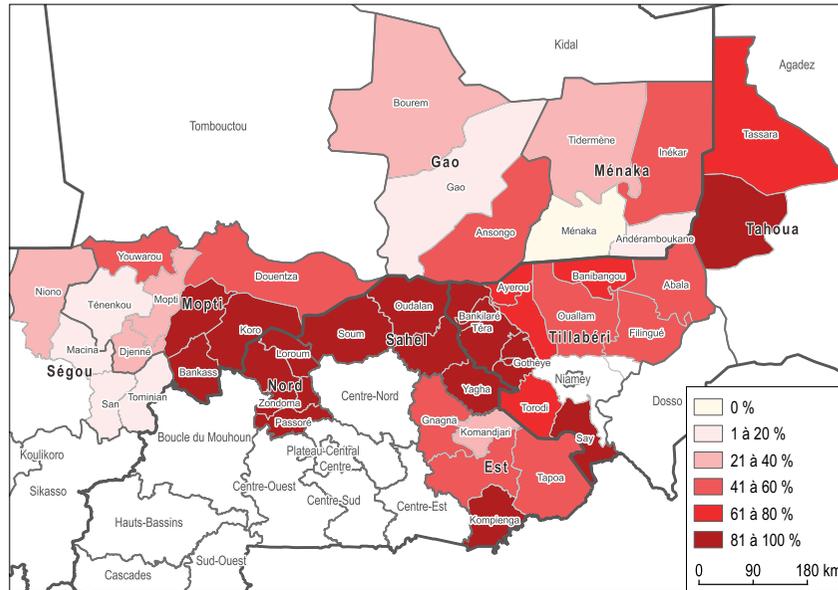
Niger	Tahoua	Tillabéri
Infrastructures fermées par l'État	25%	7%
Manque d'enseignants	0%	44%
Infrastructures trop éloignées	50%	7%

Burkina Faso	Est	Nord	Sahel
Infrastructures fermées par l'État	47%	27%	49%
Manque d'enseignants	4%	50%	46%
Infrastructures détruites ¹⁰	26%	3%	0%

Mali	Gao	Ménaka	Mopti	Ségou
Infrastructures fermées par l'État	57%	63%	39%	6%
Manque d'enseignants	13%	16%	25%	31%
Infrastructures trop éloignées	10%	5%	14%	26%

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Carte 5. % de localités où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture :



% de localités par principales raisons expliquant le manque d'accès à suffisamment de nourriture, selon les IC :

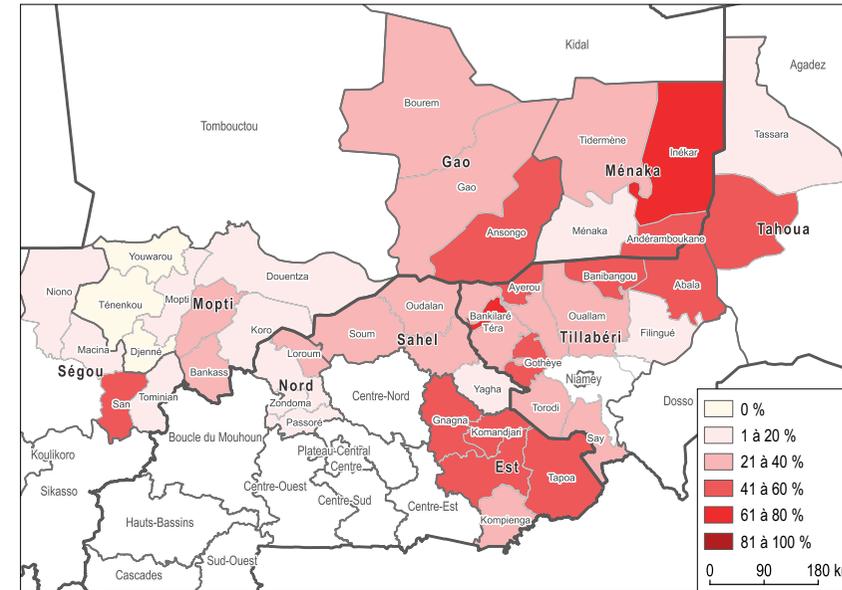
	Burkina Faso	Mali	Niger
Prix trop élevés / manque d'argent	85%	66%	46%
Stocks épuisés	72%	64%	45%
Accès non sécurisé aux terres et aux cours d'eau	35%	20%	20%

% de localités par principales stratégies d'adaptation pour faire face au manque de nourriture, selon les IC :

	Burkina Faso	Mali	Niger
Consommation d'aliments moins chers et moins préférés	80%	85%	79%
Diminution des quantités consommées pendant le repas/ au cours de la journée	53%	68%	40%
Diminution des quantités consommées par les adultes au bénéfice des enfants	55%	43%	17%

EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT

Carte 6. % de localités où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment d'eau pour satisfaire les besoins du ménage¹¹ :



En ce qui concerne l'accès à l'eau, les IC ont rapporté que **la majorité de la population n'a pas accès à suffisamment d'eau pour combler les besoins du ménage** dans un tiers des localités évaluées dans la région de l'Est (50%) au Burkina Faso, dans la région de Ménaka (39%) au Mali, et dans les régions de Tahoua (32%) et Tillabéri (34%) au Niger.

Les principales raisons pour lesquelles la population pratique la défécation à l'air libre seraient **le manque ou l'insuffisance de latrines** au sein des localités évaluées (92% au Burkina Faso, 85% au Mali et 86% au Niger).

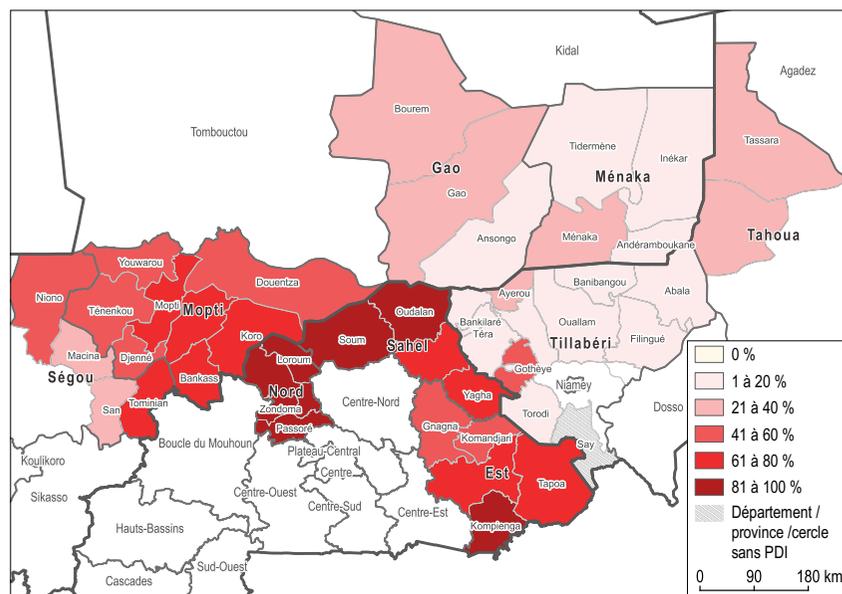
En outre, d'après les IC la **décharge ouverte** est la principale méthode d'évacuation **des ordures** dans un nombre significatif de localités dans la région du Sahel : 78% au Burkina Faso, autour de 40% au Mali, et 65% dans la région de Tillabéri au Niger.

Finalement, les IC ont rapporté que **la majorité de la population se lave les mains uniquement avec de l'eau** dans plus des deux tiers des localités évaluées au Burkina Faso (83%), au Mali (66%) et au Niger (73%).

11. Eau propre pour la consommation et l'usage domestique. Cette question s'intéresse à la capacité du point d'eau à fournir suffisamment d'eau.

➔ DÉPLACEMENTS

Carte 7. % de localités où les IC ont rapporté la présence de PDI au cours des 30 jours précédant la collecte :



Parmi les localités où les IC ont rapporté la présence des PDI au cours du mois précédant la collecte, la raison principale expliquant leur déplacement serait la **violence dans leur localité de provenance** (90% Burkina Faso, 60% Mali, 63% Niger). D'après OCHA, les déplacements internes dans les trois pays auraient augmentés au cours du dernier trimestre de l'année à cause de la détérioration de la situation sécuritaire dans la zone des trois frontières¹².

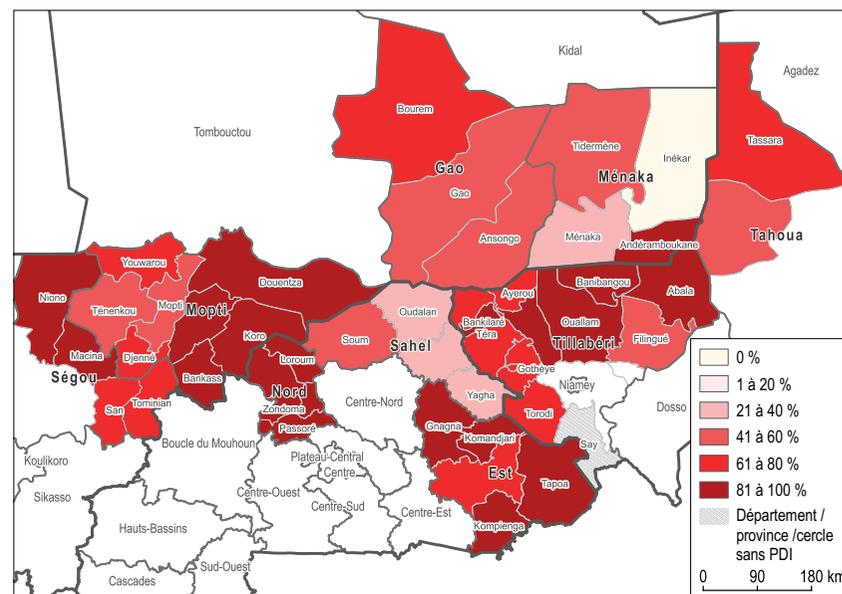
Au **Niger** les départements d'où proviennent principalement les PDI sont **Tillia** (région de Tahoua) et **Banibangou** (région de Tillabéri).

Au **Burkina Faso**, les PDI se déplacent majoritairement depuis les provinces du **Gourma** (région de l'Est), **Yatenga** et **Loroum** (région du Nord).

Au **Mali**, les principaux cercles d'où proviennent les PDI sont **Ansongo** (région de Gao), **Ménaka** et **Anderamboukane** (région de Ménaka), **Tenenkou** et **Bankass** (région de Mopti), **Niono** et Macina (région de Ségou).

🏠 ABRIS ET BIENS NON ALIMENTAIRES

Carte 8. % de localités où les IC ont rapporté que les PDI ne vivaient pas dans des conditions adéquates :



Concernant les types de logements occupés par les PDI, les IC ont rapporté que la majorité des PDI vivaient dans des **abris inadéquates**¹³ notamment dans les régions de l'Est (19%) et du Sahel (14%) au Burkina Faso, dans les régions de Gao (44%) et Ménaka (78%) au Mali, et dans les régions de Tahoua (18%) et Tillabéri (46%) au Niger.

Parmi les localités où les IC ont rapporté que les PDI ne vivent pas dans des conditions adéquates, la raison principale expliquant leurs conditions d'hébergement serait le **manque d'espaces fermés qui puissent garantir des conditions d'intimité et la protection des membres du ménage** (85% Burkina Faso, 60% Mali et 75% Niger).

Finalement, les IC ont rapporté que les principales modalités d'installation des PDI seraient l'**accueil gratuit** (71% Burkina Faso, 68% Mali, 38% Niger), et l'**installation sans aucun accord** (10% Burkina Faso, 24% Mali, 38% Niger).

12. OCHA. Burkina Faso, Mali et Niger - Aperçu Humanitaire, décembre 2022.

13. Abris transitionnels, abris en paille, abris de fortune.